

Mai 2019

DIECCTE Guadeloupe,
Service Etudes, Statistique
et Evaluation (SESE)

L'intérim en Guadeloupe, Saint- Martin et Saint- Barthélemy en 2018

En 2018, l'intérim a connu une progression de son activité (+17,3 %) à 1 913 Equivalent Emploi Temps Plein (EETP) en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Le nombre de contrats signés dans l'année est par contre en légère baisse (49 864 contrats, -0,3 %). L'intérim (en EETP) progresse aussi dans les autres départements des Antilles-Guyane, davantage en Guyane (+34,8 %) qu'en Martinique (+24,6 %). Dans l'océan indien, la Réunion enregistre aussi une forte croissance (+20,5 %). L'évolution annuelle de l'activité dans les Drom⁽¹⁾ est ainsi très dynamique en 2018. Au niveau national, l'activité intérimaire est aussi en hausse (+6,3 %). En Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, les grands secteurs d'activité (industrie, construction, commerce, services) sont tous en croissance en volume d'activité, de +15,5 % pour les services à +20,8 % pour le commerce. L'industrie est à +15,6 %, la construction à +16,4 %. Le nombre de contrats est en hausse marquée dans l'industrie et la construction mais en baisse dans les activités tertiaires, le commerce et les services, là où ils sont les plus nombreux. Le tertiaire représente 55,2 % de l'activité intérimaire, suivis par la construction (26,4 %) et l'industrie (18,2 %). La durée moyenne des missions achevées s'allonge en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (2,1 semaines) ainsi qu'en Guyane (3,9 semaines). Elle est en légère baisse en Martinique et à la Réunion (1,5 semaine). La durée moyenne des missions achevées vaut 1,9 semaine au niveau national.

L'intérim reste moins fréquent en Guadeloupe⁽²⁾ et dans les départements et régions d'outre-mer (Drom) qu'au niveau national. Les Drom regroupés (hors Mayotte) représentent 1,4 % des contrats et 1,2 % du volume total de l'intérim en France en Equivalent emplois temps plein (EETP) en 2018. La Guadeloupe seule ne représente que 0,2 % de l'ensemble des contrats signés dans l'intérim, ainsi que de l'équivalent emploi temps plein. En comparaison, l'emploi salarié privé de Guadeloupe représente 0,4 % de l'emploi salarié privé en France en 2018 (1,8 % pour les Drom hors Mayotte). L'intérim reste donc sous représenté dans l'économie locale, même s'il progresse. Le poids plus faible de l'industrie en Guadeloupe et dans les Drom ne facilite pas l'embauche d'intérimaires. L'industrie englobe 38,8 % de l'activité intérimaire en France (en EETP) mais seulement 18,2 % en Guadeloupe. Par ailleurs, dans les services, les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien sont également nettement moins présents, ce qui se traduit aussi par un déficit d'opportunités. La situation s'inverse nettement dans le commerce où l'intérim pèse davantage localement (47,5 % contre 11,9 % au niveau national).

Baisse du nombre de contrats en Guadeloupe

Contrats	2018	Evol 18/17	2017	2016
Guadeloupe	49 864	-0,3%	49 993	49 800
Total Drom	297 646	15,5%	257 811	211 717
France entière	21 346 821	3,0%	20 727 813	18 503 240

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

Le nombre de contrats d'intérim signés dans l'année recule très légèrement en Guadeloupe (-0,3 %), croît en Martinique (+25,3 %), à la Réunion (+18,3 %) et en Guyane (+9,8 %). La hausse s'élève à 15,5 % dans l'ensemble des Drom, hors Mayotte. France entière, le nombre de contrats signés augmente de 3,0 % en 2018.

L'EETP augmente en 2018 en Guadeloupe

EETP	2018	Evol 18/17	2017	2016
Guadeloupe	1 913	17,3%	1 631	1 617
Total Drom	9 873	23,0%	8 027	6 874
France entière	783 533	6,3%	736 889	631 826

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

En 2018, l'intérim a connu en Guadeloupe une progression de l'activité en Equivalent Emploi Temps Plein (EETP). Celle-ci s'établit à 1 913 EETP, soit +17,3 % sur un an. Le dynamisme de l'intérim s'observe d'ailleurs depuis plusieurs années. L'activité en EETP croît aussi en Guyane (+34,8 %), en Martinique (+26,4 %) et à la Réunion (+20,5 %). Globalement, l'activité est en hausse de 23,0 % dans les Drom (hors Mayotte) et de 6,3 % au niveau national.

Les entreprises de Guadeloupe ont de plus en plus recours à l'intérim

Le taux de recours à l'emploi intérimaire, rapport entre le volume d'emplois intérimaires (en EETP) à l'effectif salarié du secteur privé atteint 2,6 % en Guadeloupe en 2018. Il est en hausse chaque année depuis 2014. Sur l'ensemble des Drom (hors Mayotte), ce taux vaut 2,9 %. La Guyane affiche habituellement un taux supérieur qui culmine à 5,5 % en 2018, la Réunion est à 2,8 % et la Martinique 2,5 %. Au niveau national, le taux de recours atteint 4,3 %.

Taux de recours en hausse partout

Taux de recours	2018	2017	2016	2015	2014
Guadeloupe	2,6%	2,3%	2,2%	1,7%	1,5%
Total Drom	2,9%	2,4%	2,1%	1,8%	1,9%
France entière	4,3%	4,1%	3,5%	3,3%	3,1%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte

Construction, commerce et services pèsent 81,6 % de l'activité intérimaire en 2018

Quelques activités ou groupes d'activités accaparent l'essentiel de l'intérim en Guadeloupe. En 2018, la construction, secteur important pour l'intérim, concentre 26,4 % du volume d'emploi total en EETP et occupe la première place devant le commerce et la réparation automobile (26,2 %). Les services regroupent 29,0 % du volume d'activité dont les principaux secteurs employeurs en 2018 sont le transport et l'entreposage (11,8 %), les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (6,2 %), l'hébergement-restauration et les activités financières et d'assurance (3,1 % chacun). L'industrie regroupe 18,2 % du volume d'EETP, dont les activités les plus importantes sont les industries extractives, énergie, eau, déchets et

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

dépollution (9,5 %), la fabrication d'autres produits industriels (5,3 %) et les IAA (3,1 %).

Le commerce concentre 47,5 % des contrats en Guadeloupe⁽²⁾

Contrats	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,5%	0,7%	0,6%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,6%	9,6%	11,4%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,1%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,2%	0,5%	2,2%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,0%	2,0%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	4,0%	4,4%	13,8%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,0%	9,1%	3,8%
FZ : Construction	11,6%	11,6%	12,0%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,5%	35,0%	11,9%
HZ : Transports et entreposage	7,6%	9,4%	15,4%
IZ : Hébergement et restauration	7,0%	5,2%	6,3%
JZ : Information et communication	1,7%	0,9%	0,5%
KZ : Activités financières et d'assurance	0,7%	0,8%	0,8%
LZ : Activités immobilières	0,1%	0,3%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	6,6%	9,4%	10,1%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,2%	1,4%	6,8%
RU : Autres activités de services	2,5%	1,7%	2,1%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,5%	0,7%	0,6%
Industrie	12,9%	23,7%	33,3%
Construction	11,6%	11,6%	12,0%
Commerce	47,5%	35,0%	11,9%
Services	27,4%	29,0%	42,3%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

La construction représente un quart de l'activité intérimaire en Guadeloupe en 2018

EETP	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,2%	0,6%	0,5%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,1%	5,6%	7,2%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,0%	0,0%	0,1%
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	0,2%	0,4%	5,0%
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,0%	0,1%	5,9%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	5,3%	8,3%	17,6%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	9,5%	7,2%	3,0%
FZ : Construction	26,4%	29,9%	18,9%
GZ : GZ : Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	26,2%	23,1%	9,3%
HZ : Transports et entreposage	11,8%	8,3%	12,9%
IZ : Hébergement et restauration	3,1%	2,5%	1,9%
JZ : Information et communication	1,6%	1,4%	0,9%
KZ : Activités financières et d'assurance	3,1%	1,9%	1,4%
LZ : Activités immobilières	0,7%	0,6%	0,3%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	6,2%	7,4%	11,4%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,5%	1,8%	2,6%
RU : Autres activités de services	1,0%	1,1%	1,0%
Ensemble des secteurs	100,0%	100,0%	100,0%
Agriculture	0,2%	0,6%	0,5%
Industrie	18,2%	21,5%	38,8%
Construction	26,4%	29,9%	18,9%
Commerce	26,2%	23,1%	9,3%
Services	29,0%	24,9%	32,5%
Ensemble des secteurs agrégés	100,0%	100,0%	100,0%

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, brut

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Les services en forte progression

La hausse en 2018 du volume d'emploi intérimaire en Guadeloupe⁽²⁾, passant de 1 631 à 1 913 EETP, est le résultat d'évolutions plus ou moins fortes dans les différents secteurs d'activité.

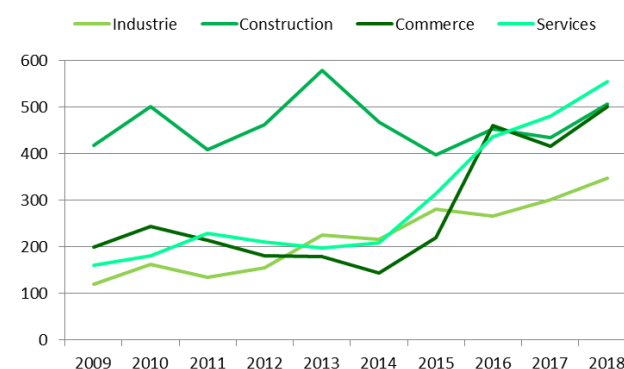
Tous les secteurs enregistrent une hausse d'activité

Guadeloupe	contrats	var 18/17	EETP	var 18/17
Agriculture	245	2,1%	4	155,4%
Industrie	6 455	8,1%	347	15,6%
Construction	5 795	12,1%	506	16,4%
Commerce	23 706	-2,5%	501	20,8%
Services	13 663	-4,5%	554	15,5%
Ensemble	49 864	-0,3%	1 913	17,3%

Source Dares, traitement service ESE, brut

Lors des dernières années, l'industrie croît modérément mais régulièrement. Le commerce et les services sont en progression forte depuis quatre ans alors que la construction redémarre.

L'activité intérimaire dans les principaux secteurs (EETP)



Source Dares, traitement service ESE, chiffres bruts

Hausse de la durée des missions achevées en Guadeloupe en 2018

Durée moyenne (en semaine)	Guadeloupe	Total Drom	France entière
AZ : Agriculture	0,9	1,5	1,7
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,4	1,1	1,2
C2 : Cokéfaction et raffinage	0,8	0,9	5,6
C3 : Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1,9	1,6	4,4
C4 : Fabrication de matériels de transport	0,8	3,0	6,0
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	2,8	3,3	2,5
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4,5	1,4	1,6
FZ : Construction	4,7	4,5	3,1
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	1,1	1,2	1,5
HZ : Transports et entreposage	3,3	1,5	1,7
IZ : Hébergement et restauration	0,8	0,9	0,6
JZ : Information et communication	1,9	2,7	3,6
KZ : Activités financières et d'assurance	8,4	4,4	3,7
LZ : Activités immobilières	8,3	3,6	2,0
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2,0	1,3	1,6
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,2	2,4	0,8
RU : Autres activités de services	0,9	1,1	0,9
Ensemble des secteurs	2,1	1,8	1,9
Agriculture	0,9	1,5	1,7
Industrie	2,8	1,6	2,3
Construction	4,7	4,5	3,1
Commerce	1,1	1,2	1,5
Services	2,2	1,5	1,4
Ensemble des secteurs agrégés	2,1	1,8	1,9

Source Dares, traitement service ESE, brut

Durée des missions achevées en hausse

La Guadeloupe présente une durée des missions achevées en hausse en 2018, à 2,1 semaines (1,8 semaine en 2017). La durée moyenne des missions achevées devient ainsi supérieure en Guadeloupe à celle observée ailleurs dans les Drom en 2018 (hors Mayotte).

La durée moyenne des missions s'établit en effet à 1,8 semaines en 2018 dans les Drom. Cette durée est stable par rapport à 2017 sous l'effet combiné de la hausse des durées en Guadeloupe et en Guyane et d'une baisse en Martinique et à la Réunion. La durée moyenne des missions achevées dans les Drom est inférieure en 2018 à celle observée au niveau France entière (1,9

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

semaine). Au niveau national, la durée moyenne est en effet restée stable sur un an. La durée des missions achevées s'échelonne de 1,5 semaine en Martinique et à la Réunion jusqu'à 3,9 semaines en Guyane.

La durée des missions vaut 2,1 semaines en Guadeloupe⁽²⁾

Durée moyenne	2018	2017	2016	2015
Guadeloupe	2,1	1,8	1,7	2,0
Total Drom	1,8	1,8	1,7	1,6
France entière	1,9	1,9	1,8	1,6

Source Dares, traitement service ESE, hors Mayotte, durée en semaine, chiffre brut

Dans la construction, les durées de contrat sont les plus longues observées parmi les grands secteurs d'activité : 4,7 semaines en Guadeloupe et 4,5 semaines dans les Drom (4,9 et 5,2 semaines en 2017 respectivement), mais « seulement » 3,1 semaines « France entière » (3,0 semaines en 2017). Malgré le poids très important de la construction pour l'intérim en Guadeloupe, de nombreux secteurs où les durées de mission sont courtes font baisser la durée moyenne des missions d'intérim. C'est particulièrement le cas dans le commerce où la durée moyenne des missions vaut 1,1 semaine en 2018 (0,9 semaine en 2017). L'industrie est aussi un secteur d'activité agrégé où la durée des missions achevées est plus importante que la moyenne (2,8 semaines). Ici ou là, quelques activités ont néanmoins des durées plus longues que la moyenne bien que cela ne concerne souvent que très peu d'intérimaires. Ce peut être également très variable d'une année à l'autre compte tenu de la faiblesse des effectifs en jeu dans les secteurs d'activités concernés. Quelques secteurs ont des durées bien plus longues en 2018 : activités financières et d'assurance (8,4 semaines), activités immobilières (8,3 semaines), industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (4,5 semaines), transport et entreposage (3,3 semaines). Un an plus tôt, trois de ces quatre secteurs présentaient déjà les durées les plus longues : activités immobilières (6,5 semaines), activités financières et

d'assurance (4,6 semaines), industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution (4,4 semaines).

Avertissement

À l'occasion de la mise en ligne des données sur le 1er trimestre 2018, les séries d'emploi intérimaire ont été révisées. Le principal changement provient du traitement du passage à la déclaration sociale nominative (DSN), dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements. La montée en charge de la DSN a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique, ce qui amène à revoir l'ensemble de la série, avec un impact à la hausse d'environ 4,5% au niveau national. Cet effet peut être plus important au niveau local : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisionemploiinterim.pdf

POUR EN SAVOIR PLUS

« L'emploi intérimaire poursuit sa baisse au 4^{ème} trimestre 2018 », Dares indicateurs N°012, mars 2019

« L'intérim en Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2017 », Dieccte Guadeloupe, juin 2018
« L'intérim en Martinique en 2016 », Dieccte Martinique, juin 2017

« L'intérim en Guyane en 2016 », Dieccte Guyane, juin 2017

« L'emploi intérimaire à la Réunion en 2016 », Dieccte Réunion, mars 2017

Les indicateurs statistiques relatifs à l'intérim calculés mensuellement, trimestriellement et annuellement par la Dares sont également disponibles sur le site du Ministère du travail : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimaire>

Les données fournies portent sur le nombre d'intérimaires par secteur d'activité et par région, le nombre de CDI intérimaires, le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité et par région, les contrats conclus par secteur d'activité, la durée moyenne des missions par secteur d'activité. S'y ajoutent des taux de recours à l'intérim, par trimestre et annuellement.

(2) le mot Guadeloupe désigne la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans tout ce document à partir de la page 2

Définitions

Depuis juillet 2018, la Déclaration sociale nominative (DSN) est l'unique source des statistiques d'intérim. Elle se substitue ainsi à la source historique, les relevés mensuels de mission –RMM– adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. À partir de cette information mensuelle, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les contrats à durée indéterminée (CDI) intérimaires.

Contrats conclus (au cours d'une période) : missions dont la date de début appartient à la période considérée. Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées de l'emploi intérimaire dans la période.

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période :

rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année. Cette convention de calcul conduit à sous-estimer légèrement l'équivalent emplois à temps plein, dans la mesure où une partie des missions ne comptabilise pas les périodes de congés.

Taux de recours annuel à l'intérim : rapport du volume de l'emploi intérimaire annuel en EETP à l'emploi salarié privé de l'année. L'emploi salarié retenu ici est celui fourni par la CGSS (branche recouvrement) pour les Drom trimestriellement dont on fait la moyenne (emploi salarié privé). Pour le niveau national, chiffres ACOSS. Le taux de recours ainsi calculé peut être différent de celui qui figure dans d'autres publications (de la DARES en particulier. Taux de recours retenu : nombre d'intérimaires en fin de trimestre rapporté à l'emploi salarié total).

Nomenclature d'activité utilisée

La nomenclature d'activité française NAF 2008 rév.2 comporte cinq niveaux qui s'emboîtent parfaitement. Néanmoins, la nécessité de disposer de nomenclatures agrégées pour

l'établissement de certaines statistiques et pour la diffusion s'est imposée au niveau international. C'est pourquoi trois niveaux supplémentaires (A 10, A 38 et A 64) ont été définis par les organismes internationaux. Ce dispositif a été complété par la France qui utilisera deux niveaux de plus (A 17 et A 129). Les données présentées dans cette étude par secteur d'activité sont ventilées en A 17.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Guadeloupe**Direction :**

Rue des Archives, Bisdary – 97113 Gourbeyre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.80.50.00

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud,
Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint -Martin :

23, rue de Spring, Concordia, 97150 Saint -Martin
Téléphone : 05.90.29.09.16

Bureau de Basse-Terre :

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard
97100 Basse-Terre
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.81.60.05

Bureau des Abymes – Dothémare :

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoir-Dothémare
97139 Les Abymes
Téléphone : 05.90.80.50.50
Télécopie : 05.90.90.28.95

Directeur de la publication : Alain FRANCES

Réalisation Service Etudes, Statistique, Evaluation (SESE)
Charly DARMALINGON & Roman JANIK

Courriel : 971.statistiques@dieccte.gouv.fr

Internet : guadeloupe.dieccte.gouv.fr

